

Ecrit par le 18 mai 2026

Apocalypse zombie : privilégiez le Sud pour survivre



La canicule fait parfois chauffer certains cerveaux... Comme ceux de l'équipe de [Rentola.fr](https://rentola.fr), qui dévoile une étude insolite dans laquelle sont classés les départements français en fonction de la possibilité d'y survivre en cas d'apocalypse zombie. Celle-ci conclut que le Sud est définitivement l'endroit à privilégier.

Ces dernières années, le monde a fait face au Covid, à la guerre, aux changements socio-économiques, aux changements climatiques... Et bien d'autres problèmes. Comme si cela n'était pas suffisant, [Rentola.fr](https://rentola.fr), plateforme de logements locatifs, a imaginé une situation encore pire. Et si le monde était envahi par une épidémie qui transforme les gens en zombies ? A partir de cet étonnant postulat, Rentola.fr a tenté de déterminer l'endroit le plus sûr de France pour survivre en cas d'apocalypse zombie.

Ecrit par le 18 mai 2026

Cette étude, surprenante, a été réalisée à partir des données de l'Institut national de la statistique et des études économiques ([Insee](#)). Cinq catégories de données (vulnérabilité, cachettes, approvisionnements, sécurité, mobilité) ont été élaborées et analysées afin de trouver l'endroit le plus sûr en fonction du score obtenu dans chacune des catégories. Les cinq catégories contiennent chacune un certain nombre de données considérées comme représentatives de la catégorie en question.



VULNÉRABILITÉ

INDICATEURS: DENSITÉ DE LA POPULATION, MALADIES INFECTIEUSES ET PARASITAIRES, NOMBRE DE MÉDECINS GÉNÉRALISTES, DÉCÈS QUOTIDIENS

Certains lieux sont tout simplement propices aux épidémies et à leur propagation rapide. Repensez à ces dernières années. L'énorme densité de population, l'afflux de touristes, le pourcentage de maladies chroniques parmi la population et même l'indice de risque de catastrophe, oui, nous avons utilisé tout cela pour calculer laquelle des provinces est la plus vulnérable face à la vague de morts.



CACHETTES

INDICATEURS: LOGEMENTS VACANTS, NOMBRE DE BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS, NOMBRE D'HÔTELS ET DE CAMPINGS

L'apocalypse, ce n'est pas seulement des astronautes qui s'envolent pour une mission héroïque afin de détruire un astéroïde qui se dirige vers la Terre, c'est souvent un jeu de cache-cache. Il est donc important de trouver le meilleur endroit, le plus protégé ou le plus éloigné pour sauver sa vie et cultiver des pommes de terre. Cet indice indique le nombre de cachettes dans la région.



APPROVISIONNEMENTS

INDICATEURS: NOMBRE TOTAL DE MAGASINS, PHARMACIES

Oui, vous aurez besoin de beaucoup de choses: de la nourriture, du carburant, des outils, des armes, des vêtements, des médicaments et peut-être même des poissons de compagnie. Il est donc préférable d'avoir tous ces magasins à proximité afin de pouvoir leur emprunter des marchandises dès que possible. (Mais vous devrez les rendre plus tard!).



MOBILITÉ

INDICATEURS: NOMBRE DE VÉHICULES, PART DES MÉNAGES AYANT AU MOINS 1 VOITURE

Il se peut également que vous deviez voyager beaucoup à la recherche de survivants, de provisions ou d'un meilleur sort. Il est donc important que le transport soit votre ami et que la mobilité soit votre meilleure alliée.



SÉCURITÉ

INDICATEURS: VOLS À MAIN ARMÉE, POSTES DE POLICE

En parlant d'armes et d'outils d'autodéfense. Nous avons cherché à savoir qui possède le plus d'armes, de magasins spécialisés et de bases militaires. Nous savons maintenant qui est le plus susceptible d'avoir un rôle de zombie.

© rentola

Le Vaucluse arrive en 14^e position des endroits les plus sûrs de France en cas d'apocalypse zombie, avec un score moyen de 6,90. Le département se classe 14^e dans la catégorie vulnérabilité et 16^e dans la catégorie sécurité, mais obtient de moins bons classements dans les autres catégories même s'ils restent au-dessus de la moyenne. Dans l'ensemble, le Sud est l'endroit à privilégier pour survivre. Le top 10 des lieux les plus sûrs compte 7 départements du Sud, dont les Bouches-du-Rhône qui arrivent en tête des départements les plus hostiles aux zombies.

L'Île-de-France est le pire endroit pour survivre

Les trois plus mauvais résultats sont situés près de Paris. Parmi eux, la Seine-Saint-Denis occupe la dernière place du classement (94^e) et obtient le score le plus bas dans la catégorie cachettes. Les départements des Yvelines et de l'Oise sont proches de la capitale française, géographiquement, mais aussi en matière de mauvais classement dans presque toutes les catégories.

L'Île-de-France apparaît comme l'endroit où il ne vaut mieux pas se trouver lorsque des dizaines de

Ecrit par le 18 mai 2026

zombies arrivent. A l'inverse du Sud, cette région abrite 7 des 10 départements les moins bien classés. Les Hauts-de-Seine (5^e), le Val-de-Marne (8^e), l'Essonne (9^e) et le Val-d'Oise (10^e) ont des classements inférieurs à la moyenne dans toutes les catégories, ce qui fait de cette région dense le pire endroit où traîner un jour d'apocalypse zombie.



© rentola

Malgré le fait que presque tous les départements situés en île de France se retrouvent en bas du classement, la capitale obtient la 22^e place. Paris est une ville très densément peuplée et vulnérable à la menace de la propagation du virus, ce qui se traduit par un faible score dans cette catégorie. Dans le même temps, la capitale se classe 2^e dans la catégorie sécurité et 5^e dans la catégorie approvisionnement. Un score assez élevé dans la catégorie cachette, mais là où le bât blesse, c'est au niveau de la mobilité. Si vous vous retrouvez au cœur de l'apocalypse, il vous sera difficile de quitter Paris.

[Cliquez ici pour accéder à l'étude complète et au classement](#)

Privilégiez le littoral méditerranéen

Selon les résultats de l'étude, pour optimiser ses chances de survie, il est conseillé de vivre dans le Sud de la France à proximité de la côte méditerranéenne. 9 des 10 premiers départements sont situés directement ou à proximité de cette frontière naturelle qui protège contre les menaces venant du Sud et contre celles du Nord, pour celles et ceux vivant sur l'eau.

Ecrit par le 18 mai 2026

Ainsi, vivre quelque part entre Perpignan et Nice peut non seulement être agréable au quotidien, mais aussi sauver des vies en cas d'apocalypse zombie.



Méthodologie : toutes les données ont été collectées et traitées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Les dernières données disponibles ont été utilisées pour chaque source de données. La normalisation Min-Max a été utilisée pour indexer les sources de données en question. Ce moyen d'indexation permet de convertir tout type de données en une valeur comprises entre 1 et 10, où 1 représente la valeur la plus faible / mauvaise et 10 la valeur la plus élevée / la meilleure dans les catégories en question. Pour garantir un résultat aussi précis et représentatif que possible, tous les départements pour lesquels il manquait plus de deux sources de données ont été retirés de l'indice de qualité.

Greenwashing : les Français ne croient pas (ou plus) aux promesses des entreprises

Ecrit par le 18 mai 2026



« Zéro carbone », « climatiquement neutre », « 100 % compensé » ... À l'heure où les consommateurs accordent de plus en plus d'importance aux étiquetages et à l'origine des produits, les entreprises sont sommées de s'engager, et d'assumer leur rôle sociétal. Si certaines s'efforcent de bonne foi de jouer le jeu, d'autres, succombent à la tentation du greenwashing.

Dans ce contexte de surenchère verte et de multiplication des déclarations d'intention, [Goodvest](#), la première assurance-vie compatible avec l'accord de Paris sur le climat, a réalisé, en partenariat avec Poll&Roll, un sondage destiné à évaluer les perceptions des Français à l'égard du greenwashing. D'après cette étude, l'immense majorité d'entre eux estiment que les entreprises ont tendance à induire les consommateurs en erreur lorsqu'elles communiquent sur leurs engagements environnementaux. Preuve que les limites du greenwashing n'ont pas encore été intégrées par tous les faiseurs de discours publicitaires.

Plus de 7 Français sur 10 expriment leur méfiance envers les entreprises dites « engagées »

Ici, une multinationale alimentaire « s'engage » dans la chasse au carbone ; là, des cosmétiques affichent des « ingrédients naturels » ; ailleurs, des packagings empilent photos d'arbres et images d'éoliennes. À une époque où l'environnement se hisse parmi les principales préoccupations des populations, les marques s'emploient à montrer patte verte. Peut-être en vain : selon l'étude Goodvest, 75 % des Français se disent méfiants à l'égard des promesses écologiques des entreprises. 70 % déclarent même qu'elles ne

Écrit par le 18 mai 2026

les incitent aucunement à se tourner vers leurs offres de produits et services.

Dans le détail, sur le millier de sondés, seuls 16 % estiment que les promesses environnementales relèvent d'un véritable engagement. 25 % les jugent opportunistes tandis que 50 % les considèrent comme des éléments de marketing destinés à soigner son image. Enfin, 9 % les perçoivent purement et simplement comme de la publicité mensongère.

Édifiants, ces chiffres s'expliquent peut-être en partie par la surenchère du greenwashing, qui décrédibilise les acteurs et lasse les consommateurs. Surtout quand elle ne s'accompagne de nulle démonstration de bonne foi. Pour 2/3 des Français (61 %), en effet, aucune entreprise n'a jamais apporté la moindre preuve concrète de son action écologique. Mieux (ou pire, c'est selon) : 28 % disent en avoir eu, mais sans pour autant avoir été convaincus.

Greenwashing : la finance, présumée coupable

Si l'incrédulité est globale, certains secteurs sont néanmoins davantage pointés du doigt. Tout en haut de la liste, la finance, qui ne recueille la confiance que de 4 % des Français. À 41 %, les sondés expriment même une forte défiance envers les promesses écoresponsables des acteurs financiers. C'est une surprise qui n'en est pas une : entre méfiance et méconnaissance, les Français ont traditionnellement un rapport compliqué à la finance. Un autre facteur d'explication est à chercher dans les manquements du secteur lui-même, souvent épinglé pour son absence de transparence, notamment en matière environnementale.

À peine moins épargnés, l'automobile et le transport, perçus par définition comme polluant, qui s'attirent la méfiance de respectivement 37 % et 31 % des personnes interrogées. La mode également, citée par 29 % des Français. Un chiffre qui atteint même 30 % chez les jeunes (18-34 ans), pourtant l'une des principales cibles du secteur de l'habillement.

Un cas plus complexe est celui de l'alimentaire. En effet, il est simultanément le secteur en qui les Français ont le plus confiance et l'un de ceux qui focalisent le plus de soupçons en matière de discours écologiques. En ce domaine comme en d'autres, l'industrie agroalimentaire est un sujet clivant. Bien que pris dans de nombreux scandales, le secteur conserve ses labels reconnus et plébiscités, dont les produits bio sont les « happy few ». En effet, le pourcentage de personnes consommant du bio au moins une fois par mois a doublé en 15 ans, passant de 37 % à 65 %. L'alimentaire est donc à la fois un marché de tous les doutes et de confiance.

Les consommateurs demandent à mieux encadrer l'affichage environnemental

Pour terminer, 72 % des Français sont convaincus de la nécessité de mieux réguler en France les promesses écologiques des entreprises. À qui confier cette mission ? 2 sondés sur 3 répondent les pouvoirs publics, la préférence allant nettement plus aux autorités françaises (40 %) qu'à l'Union européenne (21 %). Démonstration de plus, s'il le fallait, que le cadre national reste le plus efficace aux yeux des Français.

Peut-être plus surprenant au regard des autres résultats de l'étude, 30 % des personnes interrogées

Ecrit par le 18 mai 2026

considèrent au contraire qu'il est du rôle des entreprises elles-mêmes d'assurer cette régulation. Chiffres dans le chiffre des plus intéressants : cette opinion est partagée par seulement 25 % des 18-34 ans tandis qu'elle l'est par 36 % des plus de 65 ans, soit un écart de 11 points. Des pourcentages qui peuvent participer à valider l'idée d'une jeunesse défiante vis-à-vis du monde de l'entreprise et en demande de politique.

Il n'en demeure pas moins, en matière de greenwashing, que tout repose *in fine* sur les épaules du consommateur. C'est à lui de faire le tri et de dénoncer les discours qui lui paraîtraient trompeurs. Parce qu'il restera toujours difficile, même avec les meilleures lois du monde, d'interdire à une entreprise de repeindre (abusivement) ses enseignes en vert.

Retrouvez la méthodologie et l'intégralité de l'étude en cliquant [ici](#).

Assurance auto : Avignon parmi les villes les plus chères de France

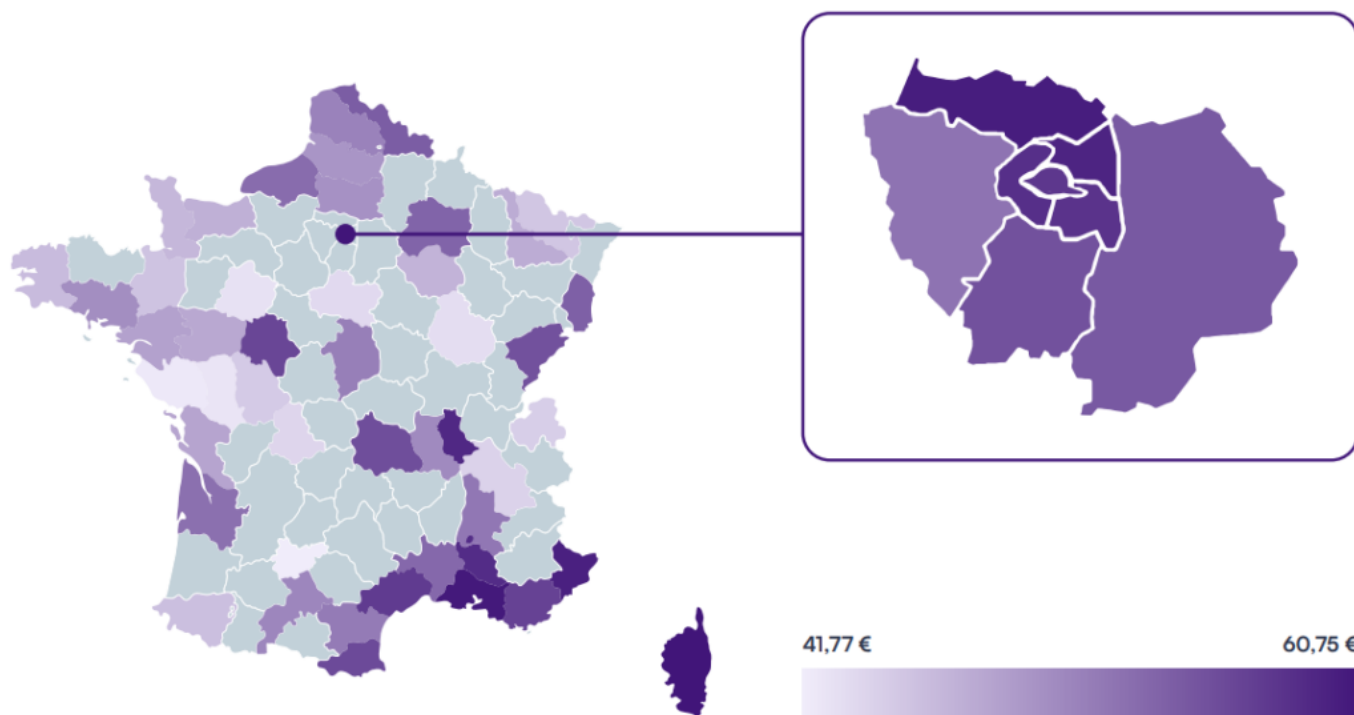


Ecrit par le 18 mai 2026

La récente étude réalisée par la néo-assurance Leocare révèle le classement des villes les moins chères de France en matière d'assurance automobile. Avignon se classe 82° parmi les villes les moins chères.

Le prix de l'assurance auto varie en fonction de plusieurs critères tels que le type de véhicule, l'expérience de conduite, l'âge, le niveau de protection ainsi que la compagnie d'assurances choisit. Cependant, même avec des profils similaires, d'importantes différences subsistent en fonction du lieu de résidence. En comparant 100 villes de France, l'étude réalisée par Leocare a observé des variations de tarifs moyens mensuels pouvant atteindre 45% d'une ville à l'autre.

Parmi le classement des villes les moins chères, Avignon arrive en 82° place avec un prix moyen mensuel de l'assurance de 47,20€. Un classement bas, comme plusieurs villes du sud. En effet, il ressort du classement que les villes où la cotisation d'assurance est la plus chère sont situées en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en banlieue parisienne. En PACA, Nice, Antibes et Marseille se classent respectivement en 97° (49,02€), 98° (49,58€) et 99° (56,48€) positions.



Prix moyen mensuel de l'assurance automobile dans chaque département © Leocare

Toujours selon ce classement, Montauban se distingue comme la ville où l'assurance automobile est la moins coûteuse (41,77€), suivie de près par La Roche-sur-Yon (41,79€), Niort (42,50€) et Le Mans (42,59€).

Ces écarts de prix s'expliquent principalement par les accidents, vol, catastrophe naturelle, le coût de la main-d'œuvre, qui, selon leur fréquence, augmentent le montant moyen de l'assurance. Partant de ce

Ecrit par le 18 mai 2026

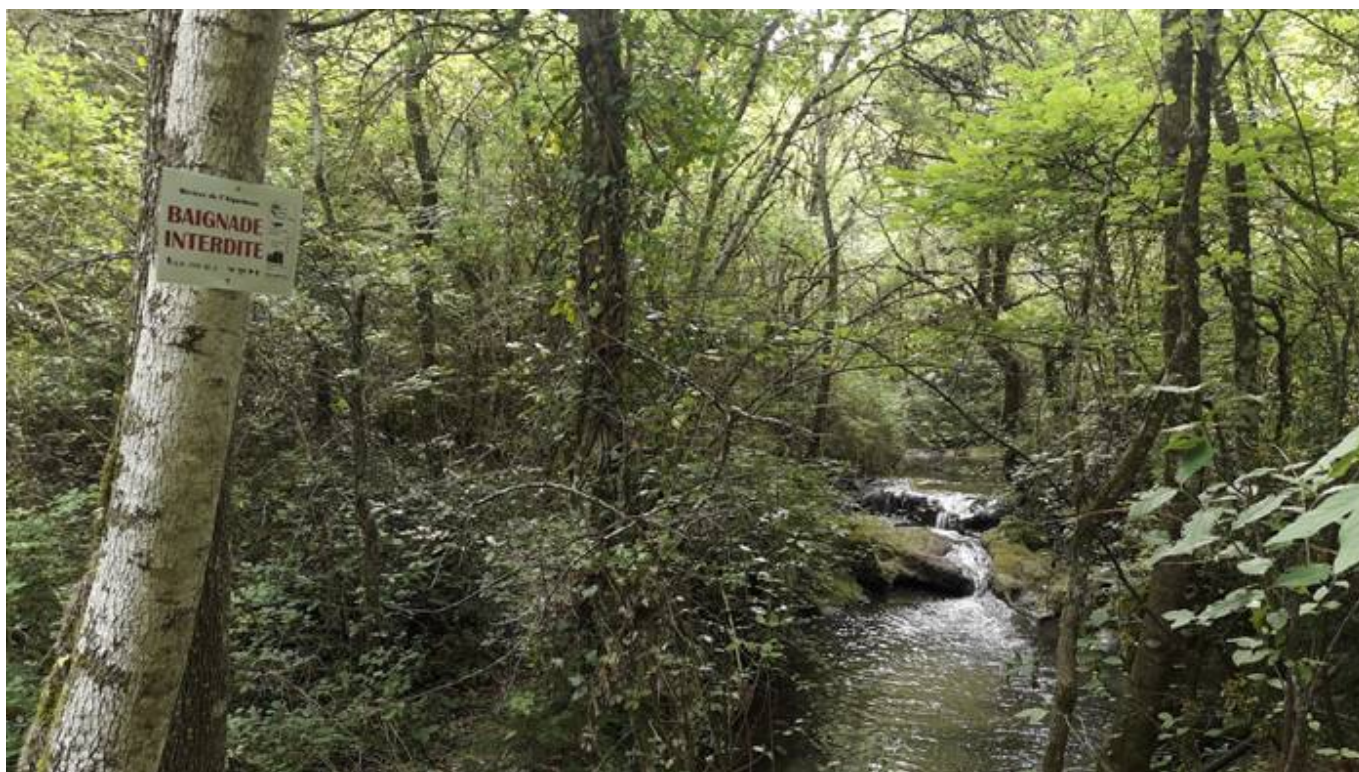
constat, les grandes agglomérations sont les moins avantageuses. Mécaniquement, les villes densément peuplées, avec une concentration élevée de véhicules, présentent logiquement plus de risques de sinistres.

[Accéder au classement des 100 villes](#)

Méthodologie : Leocare s'est focalisée sur les prix d'assurance auto pratiqués dans les 100 villes métropolitaines les plus peuplées de France. Les tarifs indiqués correspondent au profil d'un conducteur avec au moins 24 mois d'assurance au cours des 36 derniers mois, sans sinistre ni suspension ou annulation de permis, ni de condamnation pour alcoolémie, stupéfiants, délit de fuite ou refus d'obtempérer. Il possède une Peugeot 208 (1.2 PureTech 110 Allure Eat 6 CV, immatriculée en 01/2018) pour un usage strictement privé. La formule choisie est « Tous risques » avec franchises (50 euros pour le Bris de glace et 330 euros pour les dommages tous accident, vol et incendie) et un plafond de 1 million d'euros pour la protection du conducteur.

Vallon de l'Aiguebrun : le parc naturel régional du Luberon étudie la fréquentation du site

Ecrit par le 18 mai 2026



Depuis le 27 avril et jusqu'à mi-septembre, le Parc naturel régional du Luberon étudie la fréquentation touristique dans le vallon de l'Aiguebrun, 3^e site naturel le plus fréquenté du département.

Le Luberon est soumis à une forte attractivité touristique, notamment en haute saison où l'on observe des pics de sur-fréquentation en période estivale et lors des week-ends prolongés de mai et juin. Ces flux de visiteurs ne sont pas sans conséquence quant à leur impact sur les milieux naturels les plus fragiles, comme le vallon de l'Aiguebrun, 3^e site naturel le plus fréquenté du département.

Afin de cerner la situation, et de pouvoir s'appuyer sur des données chiffrées, la Parc naturel régional du Luberon, en partenariat avec la commune de Buoux, a sollicité un financement de la Région Sud, à 80%, pour commander une étude de fréquentation au bureau d'études Traces TPI. Le périmètre de l'étude couvre également les communes d'Auribeau, Bonnieux, Saignon et Sivergues.

En ligne, auprès des habitants et sur le terrain, des enquêtes auprès des visiteurs sont conduites depuis fin avril, et ce, jusqu'à mi-septembre. A partir des résultats récoltés, une analyse des besoins sera réalisée, communiquée et partagée. Des solutions pourront être envisagées, en co-construction avec les acteurs locaux, pour améliorer la gestion du site, l'expérience de visite, la quiétude des habitants et assurer la préservation de l'espace naturel sensible.

J.R.

Intérim : nouvel eldorado de l'emploi en France ?



Dans un contexte social chahuté, les Français voient dans l'intérim une solution à de nombreux maux : baisse du chômage, formation des jeunes, réinsertion, obtention plus facile d'un CDI... L'intérim, serait-il le nouvel eldorado de l'emploi ? Partenaire, acteur du travail temporaire, fait le point au travers d'une étude menée avec OpinionWay sur la perception du travail intérimaire auprès des actifs en France, ses enjeux et sa place au cœur de la problématique de l'emploi.

Après une crise sanitaire mondiale qui a tout chamboulé sur son passage, le rapport au travail connaît lui aussi un nouveau visage : précarité croissante de l'emploi, pénurie de profils dans des secteurs d'activités majeurs, jeunes et seniors dans des situations critiques de recherche d'emploi, démissions à un niveau record, mais aussi évolution de la relation au travail avec une recherche toujours plus forte d'équilibre et de flexibilité.

En août 2022, l'emploi intérimaire (contrats de travail temporaire et CDI intérimaires) représente

Ecrit par le 18 mai 2026

695 650 équivalents temps plein (ETP), soit une hausse de 1,7% par rapport à août 2021, progressant de 11 915 ETP en un an. Sur le marché, le « recrutement CDI » est à +31,3% à fin juillet. Au sein du groupe Partnaire, le chiffre est de +45,53%, soit une hausse de 45% par rapport à 2021.

L'intérim est une solution jugée légitime par les Français interrogés par Partnaire, pour soutenir les problématiques RH d'aujourd'hui. En effet, pour 86% des actifs, le travail temporaire est l'opportunité de donner une chance à tous d'être recruté et pour 63% de décrocher un CDI plus facilement. Face à une inflation grandissante, qui impacte les revenus des foyers, 81% des Français actifs disent que l'intérim est une bonne solution pour gagner plus d'argent. Pour ce qui est de l'équilibre vie personnelle, vie professionnelle, 66% pensent que ce mode d'emploi favorise un meilleur « équilibre bien-être » et pour 75% des personnes interrogées, l'intérim est un tremplin pour changer de métier. Enfin, tous les domaines dans lesquels le besoin de main-d'œuvre est fort sont jugés adaptés à l'intérim : BTP (61%), industrie (58%), logistique/distribution (57%) et hôtellerie/restauration (54%).

Ecrit par le 18 mai 2026

■ L'intérim, une opportunité

Pour éviter le burn out /
grande démission

57%

Pour décrocher un CDI

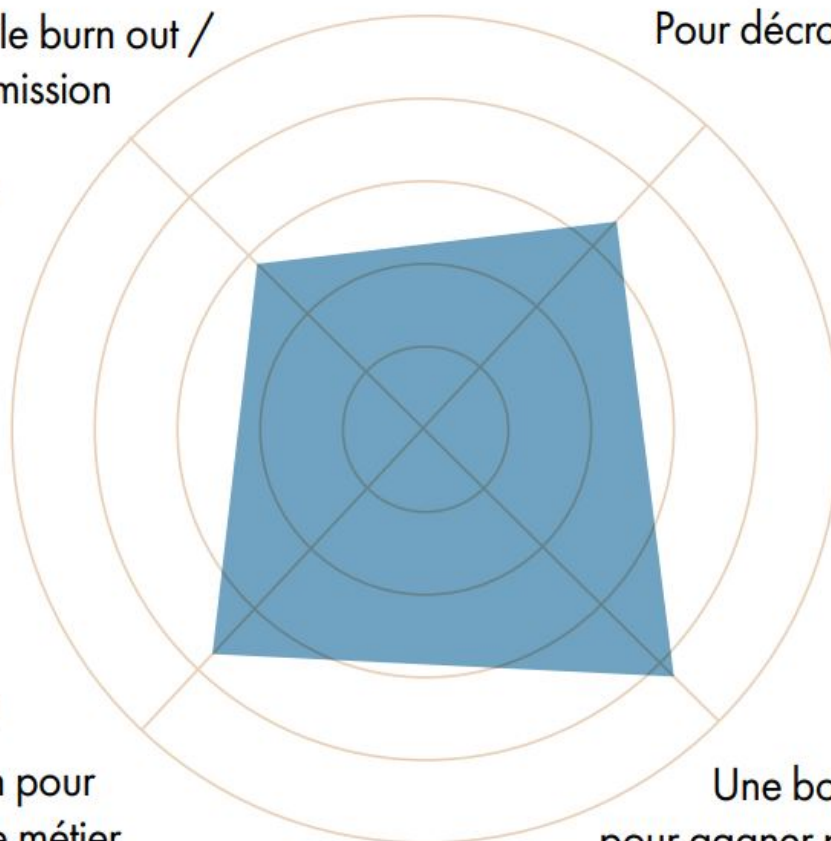
63%

75%

Un tremplin pour
changer de métier

81%

Une bonne solution
pour gagner plus d'argent



Une image positive de l'intérim...

55% des actifs interrogés ont déjà travaillé en tant qu'intérimaire (59% des hommes vs 51% des femmes). Aujourd'hui, au sein de la population active non-intérimaire, 1 personne sur 5 déclare qu'il pourrait travailler en intérim dans les prochains mois. 92% des actifs préféreraient être intérimaires plutôt qu'au chômage. Si les hommes font davantage l'expérience de l'intérim au cours de leur vie, le profil tend à évoluer selon les Français interrogés : les femmes sont sur-représentées depuis 2 ans tout comme les jeunes.

Ecrit par le 18 mai 2026

Alors que 17% des actifs non-intérimaires qui ont déjà tenté l'expérience l'ont fait pour la dernière fois il y a moins de 2 ans, cette proportion monte à 23% chez les femmes contre 13% chez les hommes et à 29% auprès des moins de 35 ans.

Plusieurs avantages à l'intérim sont mis en avant : la polyvalence et la possibilité de changer de mission, de domaine ou d'entreprise (49%), ainsi que la flexibilité ou le fait de pouvoir travailler en fonction de ses disponibilités (47%). Pourtant, l'adaptation à l'intérim reste aux yeux des Français « pas donnée à tout le monde ». Pour 78% d'entre eux, il faut une forte capacité d'adaptation pour prétendre au travail temporaire et un bon moral pour supporter la précarité entre deux missions (56%).

Ecrit par le 18 mai 2026

■ Quels avantages à travailler en intérim ?



49%

La polyvalence, la possibilité de changer de mission, de domaine ou d'entreprise



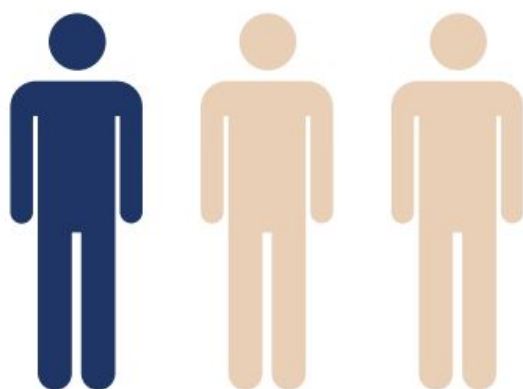
47%

La flexibilité ou le fait de pouvoir travailler en fonction de ses disponibilités

Pour un tiers des actifs, l'intérim est plus adapté en début de carrière (moins de 35 ans) et pour 78% d'entre eux, c'est une personne qui fait le choix d'un mode de travail différent avec les avantages de la flexibilité et d'un salaire plus élevé.

Ecrit par le 18 mai 2026

■ Pour quel profil ?



Pour **1/3**
des actifs, l'intérim est plus
adapté en début de carrière
(moins de 35 ans)



78%

pour une personne
qui fait le choix d'un
mode de travail
différent (flexibilité,
salaire plus élevé)



78%

pour une
personne qui
possède une
forte capacité
d'adaptation

...mais un besoin d'éducation et de pédagogie sur les règles en vigueur

44% des personnes interrogées déclarent connaître très bien ou assez bien la réglementation liée à l'intérim. 59% pour les salariés ayant déjà travaillé en intérim et 84% pour ceux en poste actuellement.

Au travers de l'étude Partnaire-OpinionWay, il ressort de la part des Français interrogés, une image positive de l'intérim, vécue au sein d'un contexte du marché de l'emploi complexe et bousculé. Un mode de travail différent, reconnu comme un choix et unanimement préféré au chômage. Avec des avantages

Ecrit par le 18 mai 2026

pour les deux signataires du contrat de travail : pour l'entreprise, la chance de bénéficier de plus de souplesse pour simplifier la gestion du personnel (72%) et pour le travailleur, des avantages pluriels (salaire, polyvalence et flexibilité).

Enfin, aujourd'hui, 1 actif non-intérimaire sur 2 serait prêt à tenter l'aventure du travail temporaire.

Etude menée en ligne par OpinionWay pour le groupe Partnaire, auprès d'un échantillon de 1 459 actifs de 18 à 55 ans. Le terrain a été réalisé du 23 au 29 septembre 2022.

Cadeaux de Noël : en Paca, les parents sont parmi les plus généreux du pays



Ecrit par le 18 mai 2026

Alors que les fêtes de fin d'année approchent à grands pas, le [Teenage Lab de Pixpay](#), la carte de paiement, dévoile son baromètre annuel « Cadeaux de Noël : les habitudes des ados et de leurs parents ».

Budgets, cadeaux, attentes... Le nouveau baromètre annuel « Cadeaux de Noël : les habitudes des ados et de leurs parents », réalisé par le [Teenage Lab de Pixpay](#), est l'occasion de découvrir comment les familles françaises se préparent pour Noël, mais aussi de comparer les habitudes en fonction des régions.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parents sont parmi les plus généreux du pays. Alors que la moyenne nationale du budget cadeaux des parents est de 160€, elle s'élève à 180€ en Paca. La région se classe 4^{ème} derrière la Nouvelle-Aquitaine (192€), la Bourgogne-Franche-Comté (193€) et la Corse, loin devant avec un budget moyen de 270€. De l'autre côté du Rhône, en Occitanie, les parents sont le reflet de l'hexagone avec un budget cadeaux identique au budget national.

Si les parents sont 85% à déclarer pouvoir offrir de l'argent à Noël à leur enfant (54% de « pourquoi pas » et 31% de « je trouve ça sympa »), les adolescents ne sont que 67% à préférer recevoir de l'argent plutôt que des cadeaux. Une tendance qui s'inscrit dans la durée, ils étaient 68% en 2021.

Toujours concernant les adolescents, en Paca, les jeunes allouent 83€ pour leurs cadeaux de Noël contre 78€ à l'échelle nationale. Là encore la région se classe 4^{ème} derrière la Corse (95€), l'Auvergne-Rhône-Alpes (98€) et la Bourgogne-Franche-Comté (113€). Les adolescents d'Occitanie arrivent juste derrière ceux de Paca avec un budget de 82€.

Enquête réalisée entre le 21 et le 28 novembre auprès de 1600 adolescents et 625 parents utilisateurs de l'application Pixpay.

Plus de trois quarts des télétravailleurs effectuent des heures supplémentaires non rémunérées

Ecrit par le 18 mai 2026



A la suite de la crise du Covid-19, le télétravail et le travail hybride font désormais plus largement partie du paysage professionnel. Les accords de télétravail ont ainsi été multipliés par dix en quatre ans selon la Dares. S'il existe de nombreux avantages à travailler chez soi ou à distance, c'est cependant loin d'être la panacée. C'est ce que révèle l'enquête intitulée « People at Work 2022 : l'étude Workforce View », d'ADP (Always Designing for People), réalisée auprès de plus de 32 924 actifs dans 17 pays, dont près de 2 000 en France.

Les télétravailleurs sont plus enclins à se sentir optimistes concernant les 5 prochaines années au niveau professionnel (76%), comparé à 69% de leurs pairs qui se déplacent sur leur lieu de travail. Faut-il y voir un lien avec la volonté de nombre d'entre eux de changer de plan de carrière ? Ils sont ainsi bien plus sujets que leurs homologues qui travaillent sur site à y avoir songé au cours des 12 derniers mois (67% contre 45%). Les différentes options vont du changement de secteur d'activité (21%), à la demande d'un congé sabbatique (20%), du passage d'un temps plein à un temps partiel (15%), jusqu'au lancement de leur propre activité (13%).

Un stress accentué en télétravail

Ecrit par le 18 mai 2026

L'étude montre que le télétravail n'évite pas certains écueils. Ainsi, contrairement au reste du monde (24%) ou même à la moyenne européenne (33%), les salariés avec enfants en France estiment en majorité que le télétravail a rendu plus difficile leur gestion de la parentalité (41%). Seuls 22% pensent que cette pratique a facilité leur vie en tant que parent qui travaille, contre 46% au niveau monde.

De plus, il semblerait que le travail à distance accentue le stress. En effet, 70% des télétravailleurs (contre 58% de leurs collègues sur site) ressentent au moins une fois par semaine du stress au travail. Et ils sont plus susceptibles d'avoir l'impression que leur travail pâtit de niveaux de stress importants que leurs collègues sur site (44% contre 33%).

Contrairement au niveau monde où parmi les télétravailleurs, 7 sur 10 (70%) affirment se sentir soutenus par leur direction en matière de santé mentale au travail (contre 51% pour leurs collègues sur site), ils sont moins de la moitié en France (49% contre 45% des salariés sur site) à considérer recevoir de l'aide de la part de leur manager dans ce domaine. Il est vrai que pour plus de la moitié d'entre eux (54%), le télétravail rend plus difficile la détection par les managers au sein de leurs équipes de problèmes de santé mentale, de gestion du stress ou de charge de travail.

Néanmoins, seuls 2 télétravailleurs français sur 10 déclarent que leur employeur ne prend aucune mesure proactive pour favoriser leur bonne santé mentale au travail alors que ce nombre monte à 48% parmi ceux qui travaillent sur site.

Les télétravailleurs offrent le plus d' « heures gratuites » à leurs employeurs

Plus de trois quarts des télétravailleurs (76% contre 51% de leurs collègues sur site) déclarent effectuer des heures supplémentaires non rémunérées. Ils donneraient en moyenne à leurs employeurs l'équivalent de 7,65 heures supplémentaires non rémunérées effectuées sur leur temps libre chaque semaine, comparé à la moyenne de 4,3 heures pour ceux qui exercent sur site. Ces chiffres montrent que les salariés à distance effectuent des heures supplémentaires chaque jour sans rémunération additionnelle, qu'il s'agisse de commencer plus tôt ou de se déconnecter plus tard, de faire des pauses raccourcies, de se rendre disponibles en dehors des horaires de travail normaux et donc de répondre toujours présent.

« la quantité d'heures supplémentaires non rémunérées réalisées par les télétravailleurs est un constat inquiétant mis en avant par notre étude, avec notamment le risque de ne pas respecter le droit à la déconnexion. Par conséquent, les employeurs qui accèdent aux demandes de télétravail ont sans doute intérêt à les accorder de façon progressive, afin que le collaborateur ne passe pas à 3 jours de télétravail du jour au lendemain. Les entreprises peuvent aussi envisager de former leurs managers de proximité au management à distance, à la détection des 'signaux faibles' pour prévenir les risques psycho-sociaux » déclare Carlos Fontelas De Carvalho, président d'ADP en France et en Suisse.

Il poursuit : « Si le télétravail peut être un outil formidable dans certaines circonstances, il faut aussi être conscient qu'il doit être accompagné pour éviter de générer du stress supplémentaire, voire de mener au burn-out. Le travail hybride est sans doute une solution à privilégier lorsqu'elle est possible : elle répond aux attentes de flexibilité des salariés tout en assurant une présence sur site régulière, plus jours par semaine pour maintenir le lien.

Ecrit par le 18 mai 2026

Enfin, il est nécessaire que toute l'organisation des ressources humaines soit à l'écoute, d'où l'importance de se doter de solutions adéquates, par exemple un système de gestion des temps et des activités qui permettent de mesurer clairement les horaires et les présences. Ce type d'outil peut permettre aux équipes RH de libérer du temps dédié à la gestion administrative pour mieux accompagner les managers et mener des enquêtes ouvertes sur ces éventuelles inégalités entre salariés sur site et télétravailleurs » conclut Carlos Fontelas De Carvalho.

Baisse du chauffage au travail : quel impact sur les salariés ?



Ecrit par le 18 mai 2026

L'opérateur de bureau [Deskeo](#) vient de réaliser une étude autour de la baisse de température à 19°C dans les bureaux. Cette mesure est-elle bien acceptée par les Français ? Quel impact sur la productivité des salariés ?

Les entreprises tendent à baisser la température au sein de leurs bureaux en réponse au gouvernement qui a appelé les Français à plus de sobriété énergétique. D'après l'enquête de Deskeo, plus de la moitié des salariés Français, c'est-à-dire 59,4%, ont été informés de cette mesure. Les 40,6% restants expliquent qu'ils n'ont pas été mis au courant.

58,4% des salariés interrogés ont plus ou moins remarqué qu'il faisait plus froid dans leur bureau, alors que 41,6% n'ont pas constaté de différence. En très grande majorité, à 67,4%, les répondants acceptent cette préconisation du gouvernement et pensent qu'il est « normal de faire des efforts. » 24,2% avouent ressentir « un mal-être » à cause du froid, et 8,4% se disent en colère car selon eux, « ça ne changera rien à la crise économique et environnementale. »

Au niveau de la productivité des salariés, 54,2% estiment que cette diminution de température n'affecte en rien leur efficacité, tandis que 29% pensent que cela affecte « un peu » leur productivité et 16,8% que cela l'affecte beaucoup. Pour 22,4% des sondés, 19°C est la température optimale pour travailler. Pour 26,9%, la température idéale se situe entre 19 et 20°C. Entre 20 et 21°C pour 36,5%, et à plus de 21°C pour 14,2%.

En réponse à la baisse des températures dans les bureaux, 3 collaborateurs sur 4, c'est-à-dire 74,8% des salariés interrogés, ne comptent pas demander de jour de télétravail supplémentaire afin de travailler dans une température plus élevée chez eux.

V.A.

Vauclusiens, quel est pour vous le tourisme de demain ?

Ecrit par le 18 mai 2026



Le Conseil départemental, Vaucluse Provence Attractivité et ses partenaires souhaitent construire le tourisme de demain en Vaucluse, plus respectueux de son environnement, de ses hôtes et de ses habitants.

En tant qu'habitant, résident secondaire ou visiteur du territoire, ils souhaitent recueillir votre avis à l'aide d'un questionnaire qui prendra quelques minutes. Répondre au questionnaire : www.vaucluse.fr. Parce que les enjeux et habitudes touristiques évoluent avec les années, un nouveau Schéma départemental de développement touristique (SDDT) 2020-2025 a été élaboré par le Département en 2020. Son objectif est de renforcer l'attractivité du Vaucluse, développer et moderniser l'offre touristique du territoire et répondre aux enjeux touristiques actuels et futurs.

Ecrit par le 18 mai 2026

Les enjeux

L'enjeu est d'accompagner les acteurs vauclusiens afin de positionner le département du Vaucluse comme la destination 'écotourisme et slow tourisme' par excellence, en impulsant de nouvelles actions vers un développement touristique plus durable et responsable. Un tourisme qui répond aux défis environnementaux (minimisation de l'impact du tourisme, gestion des flux, risques climatiques, protection de l'environnement, et valorisation de la biodiversité et des ressources naturelles) économiques et sociaux, impactant le tourisme et qui sont accélérés depuis la crise que nous vivons. Un tourisme qui se structure aussi sur l'identité des territoires et qui dynamise autour des filières emblématiques comme le vélo, la randonnée, la gastronomie et d'autres en cours de déploiement.

Un territoire en or

Le Vaucluse offre une grande diversité de sites à la renommée internationale (Mont Ventoux, Avignon, Luberon...), de festivals et manifestations culturelles et de lieux uniques de découverte. Ses vignobles prestigieux (Châteauneuf-du-Pape, Gigondas...), son patrimoine historique remarquable, ses villages provençaux labellisés ont traversé les frontières. Ses activités de pleine nature sont également très diversifiées et valorisées par des infrastructures en plein développement : véloroutes et voies-vertes, ENS (Espaces naturels sensibles), réseaux d'itinéraires et de randonnées. Ces innombrables atouts font du Vaucluse un département qui attire chaque année de nombreux touristes.

L.M.